

# Les fabricants de masques «Swiss made» en appellent au patriotisme économique

INDUSTRIE

ABONNÉ

Les PME qui se sont lancées dans la conception de masques observent déjà une baisse de la demande. Mais pour continuer à faire tourner leurs machines hors des pics pandémiques, ils comptent sur les hôpitaux, l'armée et d'autres grands acheteurs... qui les négligent encore trop souvent à leur goût

© Xavier Voirol

Servan Peca

Publié jeudi 17 février 2022 à 11:52

Modifié jeudi 17 février 2022 à 14:09

Depuis ce jeudi, les masques tombent presque partout. A part dans les établissements hospitaliers et les transports publics, plus besoin de se voiler la moitié de la face. Cette décision annonce-t-elle la fin de la partie, pour toutes les entreprises suisses qui se sont lancées dans la fabrication de masques au cours de ces deux dernières années?

Il n'existe aucun décompte officiel, mais elles seraient tout au plus une quinzaine, sur le territoire, à avoir tenté l'aventure. Avec les décisions, mercredi, du Conseil fédéral, la demande va chuter, ces PME en sont toutes conscientes. Mais tout n'est pas perdu pour autant. A la condition que les grands acheteurs suisses n'oublient pas de se tourner vers elles, et pas seulement vers l'Orient.

**Lire aussi:** [Sur la Suisse, il pleut la liberté](#)

Sébastien Vouillot ne dit pas qu'il ne faut pas acheter de masques en Chine. Le copropriétaire de l'entreprise Léon Jaccard, à Sainte-Croix (VD), est toutefois convaincu qu'il y a de la place pour le «Swiss made» dans ce marché concurrentiel. A une condition: «Que les acheteurs soient prêts à payer un peu plus, se préoccupent de la qualité. Alors nous pourrions poursuivre, résume-t-il. 500 000 masques par mois, c'est ce dont nous avons besoin pour tourner. On ne deviendra pas riche, mais c'est un nombre suffisant pour dégager une marge que l'on peut réinvestir.»

## Une question politique

Léon Jaccard, dont le métier principal est le décolletage, a réalisé 30% de son chiffre d'affaires avec les masques en 2021. Elle a établi de bonnes relations avec un réseau de pharmacies, depuis le début de son aventure en terres médicales. Et la PME, qui dédie quatre employés à la production de masques, a écoulé quelques lots à une poignée d'hôpitaux – Sébastien Vouillot cite ceux de Morges et de Sainte-Croix. Mais c'est insuffisant, déplore-t-il. «Il n'est pas question de faire la manche. Mais nous constatons qu'il y a un décalage entre le discours sur un approvisionnement plus local et la réalité. Tout est question de volonté politique.»

**Lire aussi:** [Léon Jaccard, mécanique et grand écart](#)

Le sentiment est à peu près le même à Boudry (NE): «La Suisse a le système de santé le plus cher au monde, mais elle achète les masques les moins chers», se désole Nicolas Choain. De l'avis du patron de EP Automation, une PME active dans l'automation industrielle, les promesses n'ont pas été tenues. «Les autorités n'ont pas joué le jeu, et l'armée n'a jamais eu besoin de nous.» Le résultat de considérations purement financières, selon lui. Car les prix des masques «Swiss made» – entre 10 et 15 centimes – sont deux à trois fois plus élevés que la concurrence venue de Chine. Avec les salaires et les charges suisses, «bien sûr que nous sommes plus chers, admet-il. Sauf si l'on compte le coût du stockage.»

Nicolas Choain est convaincu que le petit cluster suisse du masque qui s'est formé à l'occasion de cette pandémie doit servir aux autorités. Il comporte l'avantage ne pas devoir constituer de gigantesques stocks, par peur de devoir batailler sur les marchés internationaux, si une autre pandémie devait se produire. Avoir à disposition les capacités de production sur sol suisse serait un grand avantage, assure le patron boudrysan.

«Il est important que les secteurs concernés puissent acheter auprès de la filière suisse», renchérit Fabrice Eggly, le porte-parole du groupe M3, à Genève, qui a produit cinq millions de masques l'an dernier à Plan-les-Ouates (et douze autres millions d'unités sur son site français). «Ne soyons pas amnésiques pour ne pas revivre la pénurie de 2020.»

## Une question d'argent

Pour convaincre les autorités d'acheter du «Swiss made», les fabricants ne sont pas restés inactifs. Ils ont frappé à plusieurs portes, souvent en vain. Certains sont allés jusqu'à contacter la Conférence des directrices et directeurs cantonaux de la santé (CDS), l'an dernier, pour encourager les cantons à acheter local. «Leur demande a été discutée par nos membres, qui l'ont considérée comme pertinente et compréhensible», témoigne Coralie Menétrey, collaboratrice scientifique à la CDS. Toutefois, «les cantons n'ont que très peu d'influence sur la politique d'acquisition du matériel de protection des institutions de santé. La CDS, quant à elle, n'a pas la possibilité d'édicter une directive afin de coordonner les achats de masques de protection dans les cantons.»

**Lire aussi:** [L'économie suisse \(presque\) aussi robuste qu'avant la pandémie](#)

La centrale d'achat commune des HUG et du CHUV représente l'une des plus grosses acheteuses de la région romande. En 2020 et 2021, les deux établissements ont consommé environ 25 millions de masques dits «IIR», prévus pour un usage médical, contre 4 à 6 millions par année, avant l'arrivée du coronavirus. La centrale d'achat, précise une porte-parole des HUG, s'approvisionne auprès de deux sources, pour ce type de masques: «Un fabricant suisse et un distributeur suisse qui s'approvisionne en partie en Asie».

A Neuchâtel, le réseau hospitalier (RHNe) a acheté 2,3 millions de masques IIR, depuis 2020. Aujourd'hui, même s'il est «difficile de faire des prévisions, nous passons actuellement des commandes de 120 000 masques, lorsque nos stocks minimums [2 mois, ndlr] sont atteints», détaille Stefano Bufano, le responsable des achats.

Une commande de 100 000 unités a certes été réalisée à Boudry. Mais «une collaboration à long terme n'est pas prévue, ceci pour des raisons de coûts, poursuit Stefano Bufano. Un masque Suisse coûte 17 centimes, tandis qu'un masque chinois, chez nos fournisseurs actuels, coûte entre 3,85 et 7,6 centimes.»

**Lire aussi:** [Perplexité autour de masques et d'autotests peu fiables en Suisse](#)

Depuis le début de la pandémie, la pharmacie de l'armée a, elle, acheté plus de 300 millions d'unités. Sur les quelque 20 millions de masques FFP2 qu'elle a acquis, 3,5 millions l'ont été auprès de la société saint-galloise Flawa. Mais là non plus, «aucune extension de commande n'est actuellement prévue», indique le chef de la communication de l'armée, Daniel Reist.

## Une question de patience?

Actuellement, la pharmacie de l'armée dispose d'un stock suffisant, poursuit-il, en rappelant que si d'autres achats devaient s'avérer nécessaires pour gérer la pandémie actuelle, elle lancerait un appel d'offres, «conformément aux règles du droit des marchés publics». Une porte reste néanmoins ouverte. En cas de crises sanitaires futures, «la Confédération examinera certainement les options de contrats de production ou de garantie avec des entreprises suisses».

**Lire également:** [Abdallah Chatila lance une usine à masques à Genève](#)

A Boudry, EP Automation a aujourd'hui de quoi laisser sept de ses vingt employés produire des masques jusqu'à cet automne. Et ce même si la demande des particuliers – en pharmacie par exemple – devait fortement baisser. «Nous avons déjà quelques contrats importants avec les hôpitaux, affirme Nicolas Choain. Mais par rapport au nombre d'établissements qui existent dans le pays, c'est vraiment très peu!»

«Nous prévoyons bien entendu de poursuivre cette activité, assure quant à lui le porte-parole de M3, la société en mains de l'entrepreneur Abdallah Chatila. Qui plus est, nous sommes en train de mettre en place une filière de recyclage. Mais les hôpitaux et les établissements publics doivent réaliser les avantages d'acheter local, pour favoriser les circuits courts, l'approvisionnement, le recyclage et les emplois générés en Suisse.»

Fabrice Eggly fait néanmoins preuve de patience, face à l'apparent désintérêt des grands acheteurs suisses. «Les cantons ont encore beaucoup de stocks de masques importés et souhaitent les écouler avant d'effectuer de nouvelles commandes». L'appel est lancé.

---

## Un contrôle qualité pas très bien contrôlé

C'est un exemple spectaculaire, de par son ampleur et son responsable. Mais l'affaire des masques défectueux achetés, puis redistribués par l'armée suisse est symptomatique de l'imbroglio qui règne autour de la qualité et de la comparabilité des masques faciaux disponibles sur le marché.

**Lire également:** [L'armée a écoulé des millions de masques douteux](#)

Au printemps 2020, alors qu'ils étaient devenus l'objet de toutes les convoitises, que l'offre se déployait à toute vitesse et dans un grand désordre, la question de leur qualité s'est rapidement posée. Dans l'urgence et face aux pénuries, les autorités suisses ont autorisé, à certaines conditions, des dérogations de certifications pour les masques.

La Fédération romande des consommateurs (FRC) s'était intéressée à ce produit devenu soudainement indispensable à tous. Elle avait, par la voix de la conseillère nationale Sophie Michaud Gigon (Vert·e·s/VD), [interpellé le Conseil fédéral](#), en septembre 2020. Lequel avait répondu que le système de contrôle était déjà existant. «Les autorités compétentes (le Seco et Swissmedic) ont pris à plusieurs reprises des mesures de surveillance. Ces autorités ont toutes deux émis de façon précoce des mises en garde pour attirer l'attention sur le nombre élevé de produits non conformes et invité les acteurs du marché à redoubler de vigilance lors de l'achat de masques.»

La FRC avait aussi pris langue avec le laboratoire de Spiez et l'Empa, le laboratoire fédéral d'essai des matériaux. Elle avait finalement renoncé à réaliser des tests. «Le marché était tellement désorganisé et volatil que les résultats auraient été rapidement dépassés», résume Yannis Papadaniél, le responsable santé de la FRC.

Dès lors que ce marché sera stabilisé, la faisabilité de tests sur la qualité et l'efficacité de ces masques en sera facilitée. Une telle étude serait d'ailleurs tout à fait pertinente, note Yannis Papadaniél. «Seules les structures nationales comme Spiez ou l'Empa disposent de moyens pour les mener de façon continue et exhaustive». Il suggère également qu'une procédure de certification beaucoup plus homogène pourrait être mise en place.